



**ARRÊTE MUNICIPAL
ESPACE PUBLIC - HYGIENE**

**Dérogation municipale l'Arrêté Municipal relatif à la lutte contre le bruit du 11/02/2021,
pour l'organisation d'un « cinéma en plein air », le 28 juillet 2023**

Nous, Arnaud PÉRICARD, Maire de Saint-Germain-en-Laye, Conseiller départemental des Yvelines, Chevalier de la Légion d'honneur

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L.2212-2 (2°) et L.2214-4,

Vu le Code de l'environnement et notamment les articles L.571-1 à L.571-26, R.571-1 à R.571-97,

Vu le Code de la Santé Publique, et notamment les articles L.1311-1 et 2, L.1312-1 et 2, R.1336-1 à R.1336-16 et R.1337-6 à R.1337-10-2,

Vu le Code Pénal et notamment des articles R.610-5 et R.623-2,

Vu le Code de procédure pénale et notamment son article R.15-33-29-3,

Vu l'arrêté préfectoral n° 2012346-0003 du 11 décembre 2012 relatif à la lutte contre le bruit dans le département des Yvelines et notamment son article 15 qui donne la possibilité au Maire d'accorder, par arrêté comprenant des conditions d'exercices relatives au bruit, des dérogations exceptionnelles lors de circonstances particulières tels que les manifestations commerciales, fêtes ou réjouissances ou pour l'exercice de certaines professions ;

Vu l'arrêté municipal du 11 février 2021, relatif à la lutte contre le bruit,

Considérant que pour l'organisation d'un « cinéma en plein air », menée par la Direction Ville Inclusive et Solidaire et La Soucoupe, sur le parking du Boulevard Hector Berlioz, le vendredi 28 juillet 2023, et pour permettre l'utilisation d'équipement sonore, il convient de déroger à l'arrêté préfectoral n° 20122346-0003 et à l'arrêté municipal du 11 février 2021 relatifs à la lutte contre le bruit,

Considérant qu'il appartient au Maire, autorité de police municipale, d'assurer le maintien de l'ordre public sur le territoire communal en prenant toute mesure préventive de nature, notamment, à préserver le maintien de la sécurité et de la salubrité publique, ainsi que les risques de troubles de voisinage,

Considérant que sur les voies publiques et privées et en tous lieux accessibles au public, sont interdits les bruits gênants, par leur intensité, leur durée ou leur caractère répétitif, quelle que soit leur provenance,

Considérant que la diffusion de musique est la source, au-delà de certaines heures, d'un trouble excessif pour le voisinage, y compris lors de journées festives exceptionnelles,

Considérant que le droit au respect du domicile se conçoit non seulement comme le droit à un simple espace physique mais aussi comme celui de la jouissance de cet espace, en toute tranquillité,

Considérant qu'il convient de prévenir, par des mesures proportionnées, ces atteintes à l'ordre public,

ARRÊTE

ARTICLE 1 : L'utilisation de matériels de sonorisation est autorisée, à titre exceptionnel, sur le parking du Boulevard Hector Berlioz le vendredi 28 juillet 2023, de 19h00 à 1h00, dans le cadre de l'organisation de la soirée « cinéma en plein air ».

ARTICLE 2 : En toutes circonstances et en tous points, la diffusion de musique ne devra pas être, notamment de par ses décibels, à l'origine d'une gêne excessive pour les personnes présentes sur le site et pour le voisinage.

ARTICLE 3 : Cet arrêté est applicable à l'intérieur du périmètre défini en annexe,

ARTICLE 4 : Cet arrêté, contenant des prescriptions d'exercices relatives au bruit, est dérogatoire aux dispositions générales relatives au bruit de voisinage du Code de la Santé Publique, de l'arrêté préfectoral n° 2012346-0003 du 11 décembre 2012 et de l'arrêté municipal du 11 février 2022 relatifs à la lutte contre le bruit.

ARTICLE 5 : Tout manquement à l'article 1 et 2 du présent arrêté expose le bénéficiaire de l'autorisation aux poursuites prévues par l'article R1137-6 du Code de la Santé Publique.

ARTICLE 6 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville, Monsieur le Commissaire Divisionnaire de Police, chef de District, Monsieur le Commandant de Gendarmerie, Monsieur le Chef de Service de la Police Municipale, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'application du présent arrêté. Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif dans un délai de deux (2) mois, à compter de sa notification, pour les personnes intéressées ou de son affichage, pour tout tiers ayant un intérêt à agir.

Fait à Saint-Germain-en-Laye, le

04 JUL. 2023



Arnaud PÉRICARD